



INSTITUTION ADOUR

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 06 mars 2024
(Convocation du 21 février 2024)

Aujourd'hui, le 06 mars 2024 à 11h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni à la salle Barbara Hendricks au centre d'animation d'Aire-sur-l'Adour, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	8 8
Présents <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	7 7
Pouvoirs <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

Suffrages exprimés		
Pour		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	7 7	
Contre		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0	
Abstention		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0	

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban, M. Bernard Verdier

Étaient excusés :

M. Thierry Carrère

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Conventions - Biodiversité - Maison de l'eau - Conventions entre l'Institution Adour et, respectivement, la LPO Occitanie délégation du Gers, Nature en Occitanie, le CBN des Pyrénées et de Midi-Pyrénées et le CEN d'Occitanie pour un accompagnement méthodologique et des inventaires naturalistes, dans le cadre de la révision du plan de gestion du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau

Exposé des motifs :

Initialement site d'extraction de granulats jusque dans le milieu des années 1990, puis racheté par l'Institution Adour pour aménager un bassin d'expansion de crue qui n'a finalement jamais vu le jour, le site de Jû-Belloc-Hères-Castelnau avait fait l'objet de démarches de réhabilitation et de renaturation, à partir de 2000, afin de devenir un lieu d'étude et d'observation de l'Adour et de ses milieux associés. Le site constitue aujourd'hui une réserve naturelle de près de 100 hectares avec de nombreux milieux remarquables, riches d'une faune et d'une flore remarquables démonstratifs d'une gestion durable de la rivière et des ressources naturelles (gestion de l'eau, biodiversité, etc.). En outre, le site est accessible toute l'année et aménagé pour la promenade, la visite en autonomie, etc.

Le site naturel fait l'objet d'un plan de gestion pluriannuel ; le plan actuellement en vigueur, établi pour la période 2018-2024, arrivera à échéance au 31 décembre 2024. Le bilan de ce plan sera établi en 2024 et sera capitalisé pour élaborer le plan suivant entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2025 pour la période 2025-2031.

Des inventaires naturalistes (faune, flore, habitats) ont déjà été menés, dans la mise en œuvre des plans de gestion successifs du site. L'Institution Adour souhaite les valoriser dans le cadre de la révision du plan de gestion.

Et le bilan du plan 2018-2024 sera mené sur la base, entre autres, de nouveaux inventaires naturalistes (faune, flore, habitats), pour lesquels l'Institution Adour cherche à être accompagnée par des acteurs naturalistes susceptibles d'apporter leurs savoir-faire en termes d'inventaires et leurs connaissances sur ces espèces et milieu et, autant que possible, sur le site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau en lui-même.

L'association loi de 1901 « Groupe ornithologique gersois » (GOG), devenu « Ligue de protection des oiseaux (LPO) Occitanie, délégation territoriale du Gers », a contribué, depuis 2007, à la connaissance écologique du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau, par la réalisation d'inventaires de la faune aviaire. Il contribuera à la révision du plan de gestion, en particulier par des inventaires, et par la participation à la rédaction des fiches action et à la relecture du document final du plan de gestion 2025-2031.

L'association de loi 1901 « Nature En Occitanie » (NEO) est un acteur de la protection du patrimoine naturel des territoires, qui noue des partenariats avec les structures associatives et institutionnelles à l'échelle régionale et nationale. Elle dispose de connaissances des enjeux écologiques du territoire et d'une maîtrise des méthodes d'identification des espèces et d'évaluation des espaces naturels. NEO a déjà contribué à la connaissance écologique du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau, par la réalisation de suivis de sites de ponte de cistude et d'estimation de taille de population de cette espèce. NEO contribuera à la révision du plan de gestion du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau, en particulier en poursuivant les inventaires d'insectes, de mammifères (dont des micro-mammifères) afin d'en évaluer l'évolution des peuplements et en précisant l'utilisation du site par certaines espèces présentant de forts enjeux de conservation. En outre, elle formera et accompagnera le personnel de l'EPTB dans la mise en œuvre d'une campagne d'étude démographique de la population de cistude d'Europe.

Le Conservatoire botanique national des Pyrénées et de Midi-Pyrénées (CBN-PMP), personne morale publique, sans but lucratif, agréée par l'État et exerçant une mission de service public, contribue, dans son territoire d'agrément, à la connaissance et à la conservation de la nature, participe à l'élaboration et à la mise en œuvre de l'inventaire du patrimoine naturel et procède à l'identification et à la conservation des éléments rares et menacés. Il prête son concours scientifique et technique à l'État, aux établissements publics, aux collectivités territoriales ainsi qu'aux opérateurs qu'ils ont mandatés. Le CBN-PMP contribuera à la révision du plan de gestion du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau par une mission d'appui technique et d'étude scientifique : réalisation de la typologie des habitats, fourniture d'un kit cartographique, appui

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



technique du gestionnaire sur l'exercice cartographique, participation au groupe de travail pour la rédaction des fiches actions, relecture du document final.

Le Conservatoire d'espaces naturels (CEN) d'Occitanie est une association à but non lucratif, dont le positionnement s'inscrit dans le cadre des politiques publiques de conservation de la biodiversité via un agrément délivré par l'État et la Région Occitanie au titre de l'article L.414-11 du Code de l'Environnement. Il mène des missions de connaissance (inventaires du patrimoine naturel, compréhension globale de l'écosystème incluant les activités humaines), de protection (acquisition de sites ou conventionnement avec des propriétaires publics ou privés, de gestion (raison d'être originelle d'un CEN, pour une gestion favorable aux enjeux naturels préalablement identifiés), de valoriser (sensibilisation à la préservation de la nature), et d'accompagnement des politiques publiques (Natura 2000, Espaces naturels sensibles, etc.). Le CEN Occitanie a déjà contribué à la connaissance écologique du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau, en particulier sur les chiroptères, et contribuera à la révision du plan de gestion du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau, par un appui scientifique et méthodologique.

Des conventions (dont les projets sont portés en annexe) fixent respectivement les modalités d'intervention de chacun des trois structures, leurs obligations et celle de l'EPTB, et le montant financier des interventions.

Les montants respectifs des conventions sont les suivants :

- avec la LPO Occitanie délégation du Gers : 3 000,00 €, montant net non assujetti à la TVA ;
- avec NEO : 8 840,00 €, montant net non assujetti à la TVA ;
- avec le CBN-PMP : 9 779,04 €, montant net non assujetti à la TVA ;
- avec le CEN Occitanie : 1 000,00 €, montant net non assujetti à la TVA.

Ces dépenses sont prévues dans le budget de l'opération couvrant l'entretien et la gestion de ce site naturel, au titre de la révision du plan de gestion.

Considérant que le plan de gestion du site naturel pour la période 2018-2024 arrivera à échéance au 31 décembre 2024, que le bilan de ce plan sera établi en 2024 et sera capitalisé pour élaborer le plan suivant entrera en vigueur pour la période 2025-2031,

Considérant que l'établissement du bilan du plan de gestion 2018-2024 nécessite la menée de divers inventaires naturalistes (faune, flore, habitats),

Considérant que le Groupe ornithologique gersois (GOG), devenu LPO Occitanie délégation territoriale du Gers, a contribué, depuis 2007, à la connaissance écologique du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau, et possède les connaissances et les savoir-faire pour mener à bien, sur l'avifaune, les inventaires nécessaires à la révision du plan de gestion du site,

Considérant que Nature En Occitanie (NEO) a déjà contribué à la connaissance écologique du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau, et possède les connaissances et les savoir-faire pour mener à bien, sur les insectes, les mammifères et les reptiles, les inventaires et l'accompagnement nécessaires à la révision du plan de gestion du site,

Considérant que le Conservatoire botanique national des Pyrénées et de Midi-Pyrénées (CBN-PMP) mène des missions d'acquisition de connaissance et d'accompagnement d'acteurs de la gestion, dont les établissements publics et les collectivités territoriales, et possède les connaissances et les savoir-faire pour mener à bien, sur la flore et les habitats, l'accompagnement méthodologique, technique et scientifique nécessaires à la révision du plan de gestion du site,

Considérant que le Conservatoire d'espaces naturels (CEN) d'Occitanie mène des missions de connaissance, protection, gestion et valorisation des espaces naturels, ainsi que d'accompagnement des politiques publiques, qu'il a déjà contribué à la connaissance écologique du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau, et qu'il possède les connaissances et les savoir-faire pour mener à bien, dans ses domaines de compétences, l'accompagnement méthodologique et scientifique nécessaires à la révision du plan de gestion du site,

Considérant les montants portés dans les projets respectifs des conventions (LPO Occitanie délégation du Gers, 3 000,00 € ; NEO, 8 840,00 € ; CBN-PMP : 9 779,04 € ; CEN Occitanie : 1 000,00 €), tous quatre montants nets non assujettis à la TVA,

Considérant que ces dépenses sont prévues dans le budget de l'opération couvrant l'entretien et la gestion de ce site naturel, au titre de la révision du plan de gestion,



LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'approuver les termes de la convention à intervenir entre l'Institution Adour et la LPO Occitanie délégation du Gers pour des inventaires et un accompagnement pour la révision du plan de gestion du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau, telle qu'annexée, et pour un montant de 3 000,00 € (montant net non assujetti à la TVA),
- d'approuver les termes de la convention à intervenir entre l'Institution Adour et Nature En Occitanie pour des inventaires et un accompagnement pour la révision du plan de gestion du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau, telle qu'annexée, et pour un montant de 8 840,00 € (montant net non assujetti à la TVA),
- d'approuver les termes de la convention à intervenir entre l'Institution Adour et le Conservatoire botanique national des Pyrénées et de Midi-Pyrénées pour un accompagnement méthodologique, technique et scientifique pour la révision du plan de gestion du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau, telle qu'annexée, et pour un montant de 9 779,04 € (montant net non assujetti à la TVA),
- d'approuver les termes de la convention à intervenir entre l'Institution Adour et le Conservatoire d'espaces naturels d'Occitanie pour un accompagnement méthodologique et scientifique pour la révision du plan de gestion du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau, telle qu'annexée, et pour un montant de 1 000,00 € (montant net non assujetti à la TVA) ;
- d'autoriser le président à signer respectivement les quatre conventions ainsi que l'ensemble des documents y afférents, et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 06 mars 2024 à Aire-sur-l'Adour,

Le Président,

Paul CARRÈRE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



**Agir pour
la biodiversité**

CONVENTION

**Suivi ornithologique dans le cadre de la révision du plan de
gestion du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau**

-

Années 2024 - 2025

**Entre :**

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° AAA_X_NN en date du 6 mars 2024, ci-après dénommée : l'EPTB

Et :

La Ligue de protection des oiseaux (LPO) Occitanie, domiciliée au 15 rue du Faucon crécerellette - 34560 Villeveyrac, représentée par XXX, dûment habilité aux fins de la présente convention, ci-après dénommée : LPO Occitanie

Préambule

Initialement site d'extraction de granulats jusque dans le milieu des années 1990, puis racheté par l'Institution Adour pour aménager un bassin d'expansion de crue qui n'a finalement jamais vu le jour, le site de Jû-Belloc-Hères-Castelnau avait fait l'objet de démarches de réhabilitation et de renaturation, à partir de 2000, afin de devenir un lieu d'étude et d'observation de l'Adour et de ses milieux associés. Le site constitue aujourd'hui une réserve naturelle de près de 100 hectares avec de nombreux milieux remarquables, riches d'une faune et d'une flore remarquables démonstratifs d'une gestion durable de la rivière et des ressources naturelles (gestion de l'eau, biodiversité, etc.). En outre, le site est accessible toute l'année et aménagé pour la promenade, la visite en autonomie, etc.

Le site naturel fait l'objet d'un plan de gestion pluriannuel ; le plan actuellement en vigueur, établi pour la période 2018-2024, arrivera à échéance au 31 décembre 2024. Le bilan de ce plan sera établi en 2024 et sera capitalisé pour élaborer le plan suivant entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2025 pour la période 2025-2031.

Le bilan du plan 2018-2024 sera mené sur la base, entre autres, d'inventaires naturalistes (faune, flore, habitats), pour lesquels l'EPTB cherche à être accompagnée par des acteurs naturalistes susceptibles d'apporter leurs savoir-faire en termes d'inventaires et leurs connaissances sur ces espèces et milieu et, autant que possible, sur le site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau en lui-même.

Créé en 1989, baptisé « La Tchourre », le Groupe ornithologique gersois (GOG), devenu LPO Occitanie délégation territoriale du Gers, est une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et a pour but l'étude et la protection des oiseaux et de leur milieu naturel. Les deux objectifs principaux de la LPO Occitanie sont de faire découvrir les oiseaux et la nature à un large public et d'améliorer les connaissances sur la répartition, la biologie, l'écologie et les menaces de l'avifaune du département du Gers. La LPO Occitanie met également en place des actions de protection et de sensibilisation en faveur de l'avifaune (confection et la pose de nichoirs, carrés de protection autour des nids de Busard cendré, sensibilisation sur les hirondelles et les martinets, etc.). La LPO Occitanie assure également des sorties ornithologiques ouvertes à tous sur les sites intéressants du département et au-delà. Il participe à des animations, foires expos et autres manifestations. Il est aussi consulté pour apporter des avis sur divers projets.

Depuis 2007, le GOG a contribué à la connaissance écologique du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau, par la réalisation d'inventaires sur la base de points d'écoute mensuels. Ces inventaires s'inscrivent dans la mise en œuvre du plan de gestion du site. L'EPTB souhaite également les valoriser pour l'établissement du bilan du plan de gestion actuel et l'élaboration du prochain plan pour la période 2025-2031.

Vu la délibération n° AAA_X_NN en date du 6 mars 2024 de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,





Considérant que le plan de gestion du site naturel pour la période 2018-2024 arrivera à échéance au 31 décembre 2024, que le bilan de ce plan sera établi en 2024 et sera capitalisé pour élaborer le plan suivant entrera en vigueur pour la période 2025-2031,

Considérant que l'établissement du bilan du plan de gestion 2018-2024 nécessite la menée de divers inventaires naturalistes (faune, flore, habitats),

Considérant que le Groupe ornithologique gersois (GOG), devenu LPO Occitanie délégation territoriale du Gers, a contribué, depuis 2007, à la connaissance écologique du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau, et possède les connaissances et les savoir-faire pour mener à bien, sur l'avifaune, les inventaires nécessaires à la révision du plan de gestion du site,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de formaliser le partenariat entre l'EPTB et la LPO Occitanie, dans le cadre de la révision du plan de gestion du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau et de l'élaboration du nouveau plan de gestion 2025-2031, avec les objectifs suivants :

- poursuivre le suivi de l'avifaune du site et préciser l'utilisation du site par certaines espèces présentant de forts enjeux de conservation ;
- évaluer l'évolution du peuplement avien de ce site naturel à partir du suivi réalisé depuis 2007.

Article 2. Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature et s'achèvera au 30 juin 2025. La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis de 3 mois adressé à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3. Périmètre géographique du projet

La présente convention concerne des inventaires qui seront réalisés à l'intérieur du périmètre du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau.

Article 4. Engagements et attendus des parties

4.1. Engagements de l'EPTB

L'EPTB s'engage à :

- accompagner la LPO Occitanie délégation territoriale du Gers et s'impliquer dans le suivi pour faciliter sa réalisation (ex. : accès au site, sécurité de la personne en charge du suivi lors de ses visites du site, etc.) ;
- mettre en œuvre les actions préconisées par la LPO Occitanie délégation territoriale du Gers pour la conservation des oiseaux ;
- réaliser une communication large du partenariat et des actions menées avec la LPO Occitanie délégation territoriale du Gers (ex. : couverture médiatique lors de la réalisation d'actions de conservation, rédaction d'articles sur la page Web de la Mairie et sur le bulletin municipal, etc.).

4.2. Engagements de la LPO Occitanie délégation territoriale du Gers

La LPO Occitanie délégation territoriale du Gers s'engage à :





- réaliser les inventaires sur la base de points d'écoute tôt le matin, répartis sur une grille d'échantillonnage. Les passages seront réalisés à raison d'un par mois ;
- participer à la rédaction des fiches actions du futur plan de gestion 2025-2031 ;
- participer à la relecture du document final « Plan de gestion du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau pour la période 2025-2031 ».

Article 5. Désignation des interventions et modalités d'exécution

La liste des missions à réaliser est exposée dans l'annexe 1.

La LPO Occitanie délégation territoriale du Gers s'engage à respecter les délais de réalisation de chacune des étapes du programme de suivi auxquelles elle est associée. Le calendrier de réalisation du programme proposé est prévu sur une année et demie : en 2024, inventaires et participation à l'écriture des actions de gestion ; fin 2024 et début 2025, relecture du document final.

Article 6. Communication

L'EPTB s'engage à mentionner la LPO Occitanie délégation territoriale du Gers dans toute communication concernant les actions en lien avec ce programme, en indiquant son nom et son logotype.

La LPO Occitanie délégation territoriale du Gers s'engage à mentionner le partenariat avec l'EPTB dans toute communication concernant le programme, en indiquant son nom et son logotype.

Article 7. Engagement financier des parties

L'EPTB s'engage à rétribuer la LPO Occitanie délégation territoriale du Gers à l'issue de chaque mission réalisée selon les dispositions détaillées dans l'annexe 1, pour un total de trois mille euros (3 000 €).

Article 8. Assurances

La LPO Occitanie délégation territoriale du Gers atteste sur l'honneur qu'elle est titulaire des assurances nécessaires pour la réalisation des tâches liées à l'exécution de la présente convention.

La LPO Occitanie délégation territoriale du Gers ne pourra être tenue responsable en cas d'accident qui surviendrait sur les lieux de ses interventions à des personnes extérieures à ses services.

L'EPTB ne peut être tenue responsable d'accidents ou de dommages occasionnés à des tiers du fait des interventions faisant l'objet de la convention.

La responsabilité de l'EPTB ne sera engagée qu'au titre des dommages causés ou subis du fait des opérations d'aménagement menées sous sa responsabilité.

Article 9. Modification des clauses

La présente convention ne pourra être modifiée ou adaptée, dans ses termes ou ses dispositions pratiques que par voie d'avenant signé entre les parties étant précisé que le projet d'avenant devra être validé préalablement par les parties.

Article 10. Résiliation de la convention

La convention pourra être dénoncée par :

- l'EPTB, dans le cas où la LPO Occitanie délégation territoriale du Gers n'assurerait plus tout ou partie de sa mission telle que définie à l'article 4, avec un préavis d'un mois par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- la LPO Occitanie délégation territoriale du Gers, si cette dernière ne pouvait plus assurer sa mission et après qu'elle en aurait délibéré, avec un préavis de 1 mois.





Article 11. Clause résolutoire

Il est expressément convenu qu'à défaut de respecter les engagements ci-dessus après mise en demeure infructueuse de se conformer à la convention, la présente convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire.

Article 12. Contestations

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le Tribunal administratif de Pau.

Fait en 2 exemplaires originaux.

À Mont-de-Marsan, le

Paul Carrère
Président
de l'Institution Adour

Prénom Nom
Fonction
de la LPO Occitanie





Annexe 1. Descriptif des missions à mener et des coûts y afférents

NB : les journées de chargé de mission de la LPO Occitanie délégation territoriale du Gers sont facturées sur la base de 400 € HT / journée. La LPO Occitanie délégation territoriale du Gers est une association régie par la loi 1901, non assujettie à la TVA.

Missions	Nombre de jours	Coût (en €)
Inventaires de terrain et relevés mensuels	4	1 600
Mise en forme des relevés terrains	0,5	200
Participation à la rédaction des fiches action	2	800
Participation à la relecture du document final	1	400
TOTAL	7,5	3 000





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 12/03/2024

Reçu en préfecture le 12/03/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20240306-240306H2025H1-DE



NATURE
EN OCCITANIE

« AGIR ENSEMBLE
POUR LA NATURE »

CONVENTION

**Inventaires naturalistes et accompagnement
dans le cadre de la révision du plan de gestion
du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau**

Années 2024 - 2025

**Entre :**

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° AAA_X_NN en date du 6 mars 2024, ci-après dénommée : l'EPTB

Et :

L'association Nature en Occitanie, domiciliée au 14 rue de Tivoli - 31000 Toulouse, représentée par son président, Prénom Nom, dûment habilité aux fins de la présente convention, ci-après dénommée : NEO

Préambule

Initialement site d'extraction de granulats jusque dans le milieu des années 1990, puis racheté par l'Institution Adour pour aménager un bassin d'expansion de crue qui n'a finalement jamais vu le jour, le site de Jû-Belloc-Hères-Castelnau avait fait l'objet de démarches de réhabilitation et de renaturation, à partir de 2000, afin de devenir un lieu d'étude et d'observation de l'Adour et de ses milieux associés. Le site constitue aujourd'hui une réserve naturelle de près de 100 hectares avec de nombreux milieux remarquables, riches d'une faune et d'une flore remarquables démonstratifs d'une gestion durable de la rivière et des ressources naturelles (gestion de l'eau, biodiversité, etc.). En outre, le site est accessible toute l'année et aménagé pour la promenade, la visite en autonomie, etc.

Le site naturel fait l'objet d'un plan de gestion pluriannuel ; le plan actuellement en vigueur, établi pour la période 2018-2024, arrivera à échéance au 31 décembre 2024. Le bilan de ce plan sera établi en 2024 et sera capitalisé pour élaborer le plan suivant entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2025 pour la période 2025-2031.

Le bilan du plan 2018-2024 sera mené sur la base, entre autres, d'inventaires naturalistes (faune, flore, habitats), pour lesquels l'Institution Adour cherche à être accompagnée par des acteurs naturalistes susceptibles d'apporter leurs savoir-faire en termes d'inventaires et leurs connaissances sur ces espèces et milieu et, autant que possible, sur le site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau en lui-même.

L'association de loi 1901 « Nature En Occitanie » (NEO) est un acteur de la protection du patrimoine naturel des territoires, qui noue des partenariats avec les structures associatives et institutionnelles à l'échelle régionale et nationale. Elle dispose de connaissances des enjeux écologiques du territoire et d'une maîtrise des méthodes d'identification des espèces et d'évaluation des espaces naturels. NEO a déjà contribué à la connaissance écologique du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau, par la réalisation de suivis de sites de ponte de cistude d'Europe et d'estimation de taille de population de cette espèce. NEO contribuera à la révision du plan de gestion du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau, en particulier en poursuivant les inventaires d'insectes, de mammifères (dont des micro-mammifères) afin d'en évaluer l'évolution des peuplements et en précisant l'utilisation du site par certaines espèces présentant de forts enjeux de conservation. En outre, elle formera et accompagnera le personnel de l'EPTB dans la mise en œuvre d'une campagne d'étude démographique de la population de cistude d'Europe.

Vu la délibération n° AAA_X_NN en date du 6 mars 2024 de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,





Considérant que le plan de gestion du site naturel pour la période 2018-2024 arrivera à échéance au 31 décembre 2024, que le bilan de ce plan sera établi en 2024 et sera capitalisé pour élaborer le plan suivant entrera en vigueur pour la période 2025-2031,

Considérant que l'établissement du bilan du plan de gestion 2018-2024 nécessite la menée de divers inventaires naturalistes (faune, flore, habitats),

Considérant que Nature En Occitanie (NEO) a déjà contribué à la connaissance écologique du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau, et possède les connaissances et les savoir-faire pour mener à bien, sur les insectes, les mammifères et les reptiles, les inventaires et l'accompagnement nécessaires à la révision du plan de gestion du site,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de formaliser le partenariat entre l'EPTB et NEO, dans le cadre de la révision du plan de gestion du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau et de l'élaboration du nouveau plan de gestion 2025-2031, avec les objectifs suivants :

- la contribution à la révision du plan de gestion, en particulier en poursuivant les inventaires, afin d'en évaluer l'évolution des peuplements et en précisant l'utilisation du site par certaines espèces présentant de forts enjeux de conservation ;
- la formation et l'accompagnement du personnel de l'EPTB dans la mise en œuvre d'une campagne d'étude démographique de la population de cistude d'Europe.

Article 2. Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature et s'achèvera au 30 juin 2025. La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis de 3 mois adressé à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3. Périmètre géographique du projet

La présente convention concerne des inventaires qui seront réalisés à l'intérieur du périmètre du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau.

Article 4. Engagements et attendus des parties

4.1. Rôle et missions de l'EPTB

L'EPTB s'engage à :

- faciliter la réalisation de la mission de NEO (ex. : accès au site, sécurité de la personne en charge du suivi lors de ses visites du site, etc.) ;
- capitaliser, dans le plan de gestion 2025-2031, les éléments issus de la mission de NEO ;
- communiquer sur le partenariat et les actions menées avec NEO concernées par la présente convention, en indiquant son nom et son logotype.

4.2. Rôle et missions de NEO

NEO s'engage à :

- réaliser des inventaires, notamment entomologiques ;
- former et accompagner le personnel de l'EPTB à la mise en œuvre de la campagne de capture-marquage-recapture de cistude d'Europe ;





- participer à la rédaction des fiches actions du futur plan de gestion 2025-2031 ;
- participer à la relecture du document final « Plan de gestion du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau période 2025-2031 » ;
- communiquer sur le partenariat et les actions menées avec l'EPTB concernées par la présente convention, en indiquant son nom et son logotype.

Article 5. Désignation des interventions et modalités d'exécution

La liste des missions à réaliser est exposée dans l'annexe 1.

NEO s'engage à respecter les délais de réalisation de chacune des étapes du programme de suivi auxquelles il est associé. Le calendrier de réalisation du programme proposé est prévu sur une année et demi : en 2024, inventaires et participation à l'écriture des actions de gestion ; fin 2024 et début 2025, relecture du document final.

Le calendrier de réalisation du programme proposé est prévu sur une année et demi : en 2024, inventaires entomologiques et mammifères/micro-mammifères, formation et accompagnement CMR et participation à l'écriture des actions de gestion ; fin 2024 - début 2025 : relecture du document final.

Article 6. Engagement financier des parties

L'EPTB s'engage à rétribuer NEO à l'issue de chaque mission réalisée selon les dispositions détaillées dans l'annexe 1, pour un total de huit mille huit cent quarante euros (8 840 €).

Article 7. Assurances

NEO atteste sur l'honneur qu'il est titulaire des assurances nécessaires pour la réalisation des tâches liées à l'exécution de la présente convention.

NEO ne pourra être tenu responsable en cas d'accident qui surviendrait sur les lieux de ses interventions à des personnes extérieures à ses services.

L'EPTB ne peut être tenue responsable d'accidents ou de dommages occasionnés à des tiers du fait des interventions faisant l'objet de la convention.

La responsabilité de l'EPTB ne sera engagée qu'au titre des dommages causés ou subis du fait des opérations d'aménagement menées sous sa responsabilité.

Article 8. Modification des clauses

La présente convention ne pourra être modifiée ou adaptée, dans ses termes ou ses dispositions pratiques que par voie d'avenant signé entre les parties étant précisé que le projet d'avenant devra être validé préalablement par les parties.

Article 9. Résiliation de la convention

La convention pourra être dénoncée par :

- l'EPTB, dans le cas où NEO n'assurerait plus tout ou partie de sa mission telle que définie à l'article 4, avec un préavis d'un mois par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- NEO, si ce dernier ne pouvait plus assurer sa mission et après qu'il en aurait délibéré, avec un préavis de 1 mois.

Article 10. Clause résolutoire

Il est expressément convenu qu'à défaut de respecter les engagements ci-dessus après mise en demeure infructueuse de se conformer à la convention, la présente convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire.





Article 11. Contestations

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le Tribunal administratif de Pau.

Fait en 2 exemplaires originaux.

À Mont-de-Marsan, le

Paul Carrère
Président
de l'Institution Adour

Prénom Nom
Fonction
de Nature en Occitanie





Annexe 1. Descriptif des missions à mener et des coûts y afférents

NB : les journées de chargé de mission de NEO sont facturées sur la base de 520 € HT / journée. NEO est une association régie par la loi 1901, non assujettie à la TVA.

	Nombre de jours	Coût (en €)
Suivi entomologique du site naturel dans le cadre de la révision du plan de gestion		
Inventaires de terrain	8	4 160
Mise en forme des relevés terrains	2	1 040
Formation et accompagnement sur la capture-marquage-recapture de cistude d'Europe (<i>Emys orbicularis</i>)	4	2 080
Participation à la rédaction des fiches action	2	1 040
Participation à la relecture du document final	1	520
TOTAL	17	8 840





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 12/03/2024

Reçu en préfecture le 12/03/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20240306-240306H2025H1-DE



CONVENTION

**Accompagnement méthodologique, scientifique et technique
dans le cadre de la révision du plan de gestion
du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau**

Années 2024 - 2025

**Entre :**

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° AAA_X_NN en date du 6 mars 2024, ci-après dénommée : l'EPTB

Et :

Le conservatoire botanique national des Pyrénées et de Midi-Pyrénées, domicilié au Vallon du Salut - BP 70315 - 65203 Bagnères-de-Bigorre, représenté par son président, Yann Helary, dûment habilité aux fins de la présente convention, ci-après dénommé : CBN-PMP

Préambule

Initialement site d'extraction de granulats jusque dans le milieu des années 1990, puis racheté par l'Institution Adour pour aménager un bassin d'expansion de crue qui n'a finalement jamais vu le jour, le site de Jû-Belloc-Hères-Castelnau avait fait l'objet de démarches de réhabilitation et de renaturation, à partir de 2000, afin de devenir un lieu d'étude et d'observation de l'Adour et de ses milieux associés. Le site constitue aujourd'hui une réserve naturelle de près de 100 hectares avec de nombreux milieux remarquables, riches d'une faune et d'une flore remarquables démonstratifs d'une gestion durable de la rivière et des ressources naturelles (gestion de l'eau, biodiversité, etc.). En outre, le site est accessible toute l'année et aménagé pour la promenade, la visite en autonomie, etc.

Le site naturel fait l'objet d'un plan de gestion pluriannuel ; le plan actuellement en vigueur, établi pour la période 2018-2024, arrivera à échéance au 31 décembre 2024. Le bilan de ce plan sera établi en 2024 et sera capitalisé pour élaborer le plan suivant entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2025 pour la période 2025-2031.

Le bilan du plan 2018-2024 sera mené sur la base, entre autres, d'inventaires naturalistes (faune, flore, habitats), pour lesquels l'Institution Adour cherche à être accompagnée par des acteurs naturalistes susceptibles d'apporter leurs savoir-faire en termes d'inventaires et leurs connaissances sur ces espèces et milieu et, autant que possible, sur le site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau en lui-même.

Le Conservatoire botanique national des Pyrénées et de Midi-Pyrénées (CBN-PMP), personne morale publique, sans but lucratif, agréée par l'État et exerçant une mission de service public, contribue, dans son territoire d'agrément, à la connaissance et à la conservation de la nature, participe à l'élaboration et à la mise en œuvre de l'inventaire du patrimoine naturel et procède à l'identification et à la conservation des éléments rares et menacés. Il prête son concours scientifique et technique à l'État, aux établissements publics, aux collectivités territoriales ainsi qu'aux opérateurs qu'ils ont mandatés. Le CBN-PMP contribuera à la révision du plan de gestion du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau par une mission d'appui technique et d'étude scientifique : réalisation de la typologie des habitats, fourniture d'un kit cartographique, appui technique du gestionnaire sur l'exercice cartographique, participation au groupe de travail pour la rédaction des fiches actions, relecture du document final.

Vu la délibération n° AAA_X_NN en date du 6 mars 2024 de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

Considérant que le plan de gestion du site naturel pour la période 2018-2024 arrivera à échéance au 31 décembre 2024, que le bilan de ce plan sera établi en 2024 et sera capitalisé pour élaborer le plan suivant entrera en vigueur pour la période 2025-2031,





Considérant que l'établissement du bilan du plan de gestion 2018-2024 nécessite la menée de divers inventaires naturalistes (faune, flore, habitats),

Considérant que le Conservatoire botanique national des Pyrénées et de Midi-Pyrénées (CBN-PMP) a mené des missions d'acquisition de connaissance et d'accompagnement d'acteurs de la gestion, dont les établissements publics et les collectivités territoriales, et possède les connaissances et les savoir-faire pour mener à bien, sur la flore et les habitats, l'accompagnement méthodologique, technique et scientifique nécessaires à la révision du plan de gestion du site,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de formaliser le partenariat entre l'EPTB et le CBN-PMP, dans le cadre de la révision du plan de gestion du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau et de l'élaboration du nouveau plan de gestion 2025-2031, au travers d'une contribution par une mission d'appui technique et d'étude scientifique, en particulier sur les habitats.

Article 2. Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature et s'achèvera au 30 juin 2025.

La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis de 3 mois adressé à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3. Périmètre géographique du projet

La présente convention concerne des missions qui seront liées au site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau.

Article 4. Engagements et attendus des parties

4.1. Engagements et missions de l'EPTB

Dès la signature de la convention, et pour permettre au CBN-PMP de réaliser la mission dans les délais qui lui sont impartis, l'EPTB s'engage à :

- mettre à la disposition du CBN-PMP toutes les informations et documents nécessaires à la réalisation de la convention ;
- assurer le financement de la mission selon les modalités par la présente convention.

Plus généralement, l'EPTB s'engage à maintenir, tout au long de l'exécution de la mission, une collaboration active et régulière avec le CBN-PMP.

4.2. Engagements et missions du CBN-PMP

Obligation de moyens et de résultats

Le CBN-PMP est tenu à une obligation de moyens dans l'exécution de la convention. Le CBN-PMP s'engage notamment à mettre tout le soin d'un professionnel dans la réalisation de la convention en garantissant à l'EPTB une collaboration pleine et entière.

Le CBN-PMP est tenu à une obligation de résultat portant sur la fourniture des différents livrables attendus et les délais d'exécution conformément au calendrier précisé dans l'annexe technique et financière.





Obligation d'information et de conseil

Le CBN-PMP s'engage à tenir l'EPTB informée de manière régulière de l'exécution de la convention. Le responsable désigné pour l'EPTB sera notamment tenu régulièrement informé de l'avancement de la réalisation et des éventuelles difficultés.

Le CBN-PMP est le maître d'œuvre de l'ensemble des actions à fournir dans le cadre de la convention. Il lui appartient, notamment, de conseiller le CBN-PMP pendant toute la durée d'exécution de la convention, de l'avertir dans les meilleurs délais de toute difficulté qu'il pourrait percevoir et de manière générale d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la bonne réalisation de la mission qui lui est confiée.

4.3. Livrables

Il est attendu un ensemble de livrables présentés dans l'annexe technique et financière.

Article 5. Désignation des interventions et modalités d'exécution

5.1. Tâches

La liste des tâches à réaliser par le CBN-PMP et les durées d'interventions correspondantes sont exposées dans l'annexe 1.

Les tâches sont :

- la fourniture d'un kit cartographique ;
- l'élaboration d'une typologie des habitats ;
- un appui technique au personnel de l'EPTB sur l'exercice cartographique ;
- la participation au groupe de travail que mettra en place l'EPTB pour l'élaboration des actions de gestion qui seront portées dans le plan de gestion du site naturel pour la période 2025-2031 ;
- la relecture du document final « Plan de gestion 2025-2031 ».

5.2. Responsables

À la signature de la convention, son exécution sera placée sous la responsabilité de :

- pour l'EPTB : Gwenaél Chaudron, animateur chargé de la mise en œuvre du plan de gestion du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau et correspondant technique pour l'exécution de la mission, et, en tant que de besoin, François-Xavier Cuende, responsable du service « biodiversité » ;
- pour le CBN-PMP : monsieur François Prud'homme, chargé d'étude Habitat, responsable d'une première organisation de la coordination et Hugues Lechenne, opérateur principal de terrain, assistés d'une dizaine de personnes du CBN-PMP mobilisées à différents niveaux.

Tout changement de responsable intervenant pendant la durée de la convention sera porté à la connaissance de l'autre partie dans les meilleurs délais.

Les responsables auront pour tâches de veiller au bon déroulement de la mission. Ils sont plus particulièrement tenus de vérifier la réalisation des résultats attendus de la convention.

Article 6. Engagement financier des parties

Le montant total de la mission, tel que défini dans l'annexe technique et financière, s'élève à 9 779,04 euros dont 8 215,00 € engagés en 2024 et le reste avant juin 2025, montants nets non assujettis à la TVA.

L'EPTB se libérera de sa contribution sur justification de la réalisation effective des missions, dans un délai maximum de trois mois après la fin de la présente convention, sur présentation du compte-rendu d'exécution de la mission.

Le compte-rendu d'exécution sera transmis par voie électronique à l'adresse du correspondant technique de la mission à l'EPTB défini au titre de cette convention.

La facture sera déposée par le CBN-PMP sur la plateforme dématérialisée de la comptabilité publique Chorus.





En cas de sous-réalisation, la contribution financière sera calculée au prorata du nombre de jours effectivement réalisés et justifiés.

Le règlement des sommes dues sera adressé par le comptable de l'EPTB au CBN-PMP, sur le compte que celui indiquera dans sa facturation.

Article 7. Propriété intellectuelle

Chacune des parties conserve la propriété totale et exclusive de ses connaissances antérieures. Lorsque les connaissances antérieures appartiennent à des tiers auprès desquels les parties ont obtenu les droits d'exploitation aux fins d'exécution de la présente convention, ces connaissances antérieures demeurent la propriété de ces tiers.

Aucune des stipulations de la présente convention ne peut être interprétée comme conférant ou transférant un droit quelconque à la partie qui reçoit communication de ces connaissances antérieures de l'autre partie, en dehors d'un droit d'utilisation sur lesdites connaissances antérieures pour les besoins de la présente convention, dans les conditions définies aux alinéas ci-après.

À condition d'en avoir le libre usage, chaque partie s'engage à concéder à l'autre partie, pour la durée de la présente convention une licence gratuite, non exclusive, non transférable et non cessible d'utilisation de ses connaissances antérieures strictement nécessaires aux fins de réalisation de la présente convention, et à l'obtention des résultats.

Les parties conviennent que seules les parties de livrables faisant l'objet d'un apport original des parties, obtenus dans le cadre de la présente convention, sont la propriété conjointe des parties à parts égales. Tous les autres livrables relèvent des connaissances antérieures concédées par les parties.

Les parties conviennent que la propriété et les usages des données et des résultats acquis dans le cadre du suivi des combes à neige font l'objet d'un accord moral entre l'ensemble des participants au suivi.

Article 8. Confidentialité

Chaque partie s'engage à garder confidentielle toute information donnée comme telle provenant de l'autre partie, y compris un résultat, en tout ou en partie, et à exiger du personnel placé sous son autorité le respect de ces obligations.

Dans le cas d'un résultat, la confidentialité pourra être invoquée notamment pour le respect des secrets protégés par la loi et pour le soutien à l'innovation technique.

Il est convenu que si une partie entend communiquer à un tiers l'une de ces informations confidentielles, elle devra obtenir au préalable le consentement de l'autre partie.

Il est précisé que ne seront pas considérées comme confidentielles les informations dont la partie qui les aura reçues pourra prouver :

- qu'elles faisaient partie du domaine public au moment de leur communication, ou
- qu'elles y sont tombées ultérieurement autrement que par un manquement à la présente obligation de confidentialité, ou
- qu'elle les détenait déjà avant leur communication, ou
- qu'elle les a reçues librement d'un tiers autorisé à les divulguer, ou qu'elle est légalement tenue de communiquer, ou
- qu'elles ont été divulguées en application d'ordonnances, de règlements, de règles juridiques ou administratives, ou dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative ou arbitrale, sous réserve que la partie tenue de les divulguer ait préalablement informé la partie propriétaire desdites informations et ait convenu avec cette dernière des moyens légaux permettant de limiter autant que possible leur divulgation.

Article 9. Assurances

Chaque partie doit, en tant que de besoin et dans la mesure où cela est compatible avec ses statuts, souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires pour garantir les éventuels dommages aux biens ou aux personnes qui pourraient survenir dans le cadre de





l'exécution de la présente convention et notamment pour tout dommage survenu sur leurs installations respectives.

Le CBN-PMP atteste sur l'honneur qu'il est titulaire des assurances nécessaires pour la réalisation des tâches liées à l'exécution de la présente convention.

Le CBN-PMP ne pourra être tenu responsable en cas d'accident qui surviendrait sur les lieux de ses interventions à des personnes extérieures à ses services.

L'EPTB ne peut être tenu responsable d'accidents ou de dommages occasionnés à des tiers du fait des interventions faisant l'objet de la convention.

La responsabilité de l'EPTB ne sera engagée qu'au titre des dommages causés ou subis du fait des opérations d'aménagement menées sous sa responsabilité.

Article 10. Modification des clauses

La présente convention ne pourra être modifiée ou adaptée, dans ses termes ou ses dispositions pratiques que par voie d'avenant signé entre les parties étant précisé que le projet d'avenant devra être validé préalablement par les parties.

Article 11. Résiliation de la convention

La convention pourra être dénoncée par :

- l'EPTB, dans le cas où le CBN-PMP n'assurerait plus tout ou partie de sa mission telle que définie à l'article 5, avec un préavis d'un mois par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- le CBN-PMP, si ce dernier ne pouvait plus assurer sa mission et après qu'il en aurait délibéré, avec un préavis de 1 mois.

Article 12. Clause résolutoire

En cas de non-respect par le CBN-PMP des engagements inscrits dans la présente convention, celui-ci pourra être résolu de plein droit par l'EPTB à l'expiration d'un délai de deux (2) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, à moins que dans ce délai, la partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résolution ne dispense pas la partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résolution et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par la partie plaignante du fait de la résolution anticipée de la présente convention.

L'échéance, la résolution ou l'annulation de la présente convention ne portera pas atteinte aux stipulations de la présente convention.

En cas de résolution anticipée de la convention, le CBN-PMP présentera les livrables définis à l'article 4.3 sur la base desquels, le solde restant à verser sera calculé au prorata des actions effectivement réalisées dans le cadre de la convention. En cas de non-exécution, un reversement de tout ou partie de l'avance versée pourra être demandé au CBN-PMP.

La décision d'arrêter l'exécution des actions ne peut relever que de la propre initiative du CBN-PMP et ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des actions entraîne la résolution de la convention.

Il est expressément convenu qu'à défaut de respecter les engagements ci-dessus après mise en demeure infructueuse de se conformer à la convention, la présente convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire.





Article 13. Force majeure

Aucune des parties ne sera responsable de la non-exécution totale ou partielle de ses obligations aussi bien au titre de la présente convention provoquées par un évènement constitutif de force majeure.

Les parties conviennent d'ores et déjà que sont notamment constitutifs de force majeure sans que cette liste ne soit exhaustive : les décisions gouvernementales, les guerres civiles, déclarées ou non, les incendies, les inondations, la foudre, les perturbations dans les approvisionnements habituellement fiables, l'interruption ou le retard dans les transports, les grèves.

La partie invoquant le bénéfice d'un évènement constitutif de force majeure devra en aviser l'autre partie dans les sept (7) jours suivant la survenance de cet évènement par le biais d'une notification par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette notification précisera la nature du cas de force majeure ainsi que sa durée et ses effets prévisibles.

Les délais d'exécution de la convention seront prolongés pour une période déterminée d'un commun accord entre les parties.

Article 14. Contestations

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le Tribunal administratif de Pau.

Fait en 2 exemplaires originaux.

A Mont-de-Marsan, le

Paul Carrère
Président
de l'Institution Adour

Yann Helary
Président du
Conservatoire botanique national
des Pyrénées et de Midi-Pyrénées





Annexe 1. Descriptif des tâches à mener et des coûts y afférents

N°	Tâche	Temps (jours)	Montant (en €)	Livrables	Échéance de livrable	Échéance de paiement
1	Fourniture d'un kit cartographique	1	746,00	kit cartographique	mai 2024	octobre 2024
2	Réalisation de la typologie des habitats et appui technique sur l'exercice cartographique	10	7 469,00	cartographie des habitats	octobre 2024	octobre 2024
3	Participation au groupe de travail pour l'élaboration des actions de gestion	forfait	782,02	actions de gestion	décembre 2024	décembre 2024
4	Relecture du document final « Plan de gestion 2025-2031 »	forfait	782,02	plan de gestion validé	1 ^{er} trimestre 2025	1 ^{er} trimestre 2025
TOTAL		//	9 779,04			





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



**Conservatoire
d'espaces naturels
Occitanie**

CONVENTION

**Accompagnement scientifique et méthodologique
dans le cadre de la révision du plan de gestion
du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau**

Années 2024 - 2025

**Entre :**

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° AAA_X_NN en date du 6 mars 2024, ci-après dénommée : l'EPTB

Et :

Le Conservatoire d'espaces naturels d'Occitanie, domicilié dans l'immeuble « le Thèbes », 26 allée de Mycènes, 34 000 Montpellier, représentée par son président, Prénom Nom, dûment habilité aux fins de la présente convention, ci-après dénommée : CEN Occitanie

Préambule

Initialement site d'extraction de granulats jusque dans le milieu des années 1990, puis racheté par l'Institution Adour pour aménager un bassin d'expansion de crue qui n'a finalement jamais vu le jour, le site de Jû-Belloc-Hères-Castelnau avait fait l'objet de démarches de réhabilitation et de renaturation, à partir de 2000, afin de devenir un lieu d'étude et d'observation de l'Adour et de ses milieux associés. Le site constitue aujourd'hui une réserve naturelle de près de 100 hectares avec de nombreux milieux remarquables, riches d'une faune et d'une flore remarquables démonstratifs d'une gestion durable de la rivière et des ressources naturelles (gestion de l'eau, biodiversité, etc.). En outre, le site est accessible toute l'année et aménagé pour la promenade, la visite en autonomie, etc.

Le site naturel fait l'objet d'un plan de gestion pluriannuel ; le plan actuellement en vigueur, établi pour la période 2018-2024, arrivera à échéance au 31 décembre 2024. Le bilan de ce plan sera établi en 2024 et sera capitalisé pour élaborer le plan suivant entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2025 pour la période 2025-2031.

Le bilan du plan 2018-2024 sera mené sur la base, entre autres, d'inventaires naturalistes (faune, flore, habitats), pour lesquels l'Institution Adour cherche à être accompagnée par des acteurs naturalistes susceptibles d'apporter leurs savoir-faire en termes d'inventaires et leurs connaissances sur ces espèces et milieu et, autant que possible, sur le site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau en lui-même.

Le Conservatoire d'espaces naturels (CEN) d'Occitanie est une association à but non lucratif, dont le positionnement s'inscrit dans le cadre des politiques publiques de conservation de la biodiversité via un agrément délivré par l'État et la Région Occitanie au titre de l'article L.414-11 du Code de l'Environnement. Il mène des missions de connaissance (inventaires du patrimoine naturel, compréhension globale de l'écosystème incluant les activités humaines), de protection (acquisition de sites ou conventionnement avec des propriétaires publics ou privés), de gestion (raison d'être originelle d'un CEN, pour une gestion favorable aux enjeux naturels préalablement identifiés), de valorisation (sensibilisation à la préservation de la nature), et d'accompagnement des politiques publiques (Natura 2000, Espaces naturels sensibles, etc.). Le CEN Occitanie a déjà contribué à la connaissance écologique du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau, en particulier sur les chiroptères, et contribuera à la révision du plan de gestion du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau, par un appui scientifique et méthodologique.

Vu la délibération n° AAA_X_NN en date du 6 mars 2024 de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,





Considérant que le plan de gestion du site naturel pour la période 2018-2024 arrivera à échéance au 31 décembre 2024, que le bilan de ce plan sera établi en 2024 et sera capitalisé pour élaborer le plan suivant entrera en vigueur pour la période 2025-2031,

Considérant que l'établissement du bilan du plan de gestion 2018-2024 nécessite la menée de divers inventaires naturalistes (faune, flore, habitats),

Considérant que le CEN Occitanie a déjà contribué à la connaissance écologique du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau et possède les connaissances et les savoir-faire pour contribuer à l'accompagnement nécessaire à la révision du plan de gestion du site,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de formaliser le partenariat entre l'EPTB et le CEN Occitanie, dans le cadre de la révision du plan de gestion du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau et de l'élaboration du nouveau plan de gestion 2025-2031, au travers d'une contribution par un accompagnement scientifique et méthodologique.

Article 2. Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature et s'achèvera au 30 juin 2025. La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis de 3 mois adressé à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3. Périmètre géographique du projet

La présente convention concerne des inventaires qui seront réalisés à l'intérieur du périmètre du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau.

Article 4. Engagements et attendus des parties

4.1. Rôle et missions de l'EPTB

L'EPTB s'engage à :

- faciliter la réalisation de la mission de CEN Occitanie (ex. : accès au site) ;
- capitaliser, dans le plan de gestion 2025-2031, les éléments issus de la contribution du CEN Occitanie ;
- communiquer sur le partenariat et les actions menées avec CEN Occitanie concernées par la présente convention, en indiquant son nom et son logotype.

4.2. Rôle et missions du CEN Occitanie

Le CEN Occitanie s'engage à accompagner le personnel de l'EPTB dans la révision du plan de gestion, notamment en :

- participant à la rédaction des fiches actions du futur plan de gestion 2025-2031 ;
- participant à la relecture du document final « Plan de gestion du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau période 2025-2031 » ;
- communiquant sur le partenariat et les actions menées avec l'EPTB concernées par la présente convention, en indiquant son nom et son logotype.





Article 5. Désignation des interventions et modalités d'exécution

La liste des missions à réaliser est exposée dans l'annexe 1.

Le CEN Occitanie s'engage à respecter les délais de réalisation de chacune des étapes du programme de suivi auxquelles il est associé (en 2024, inventaires et participation à l'écriture des actions de gestion ; fin 2024 et début 2025, relecture du document final).

Article 6. Engagement financier des parties

L'EPTB s'engage à rétribuer le CEN Occitanie à l'issue de chaque mission réalisée selon les dispositions détaillées dans l'annexe 1, pour un total de mille euros (1 000 €).

Article 7. Assurances

Le CEN Occitanie atteste sur l'honneur qu'il est titulaire des assurances nécessaires pour la réalisation des tâches liées à l'exécution de la présente convention.

Le CEN Occitanie ne pourra être tenu responsable en cas d'accident qui surviendrait sur les lieux de ses interventions à des personnes extérieures à ses services.

L'EPTB ne peut être tenue responsable d'accidents ou de dommages occasionnés à des tiers du fait des interventions faisant l'objet de la convention.

La responsabilité de l'EPTB ne sera engagée qu'au titre des dommages causés ou subis du fait des opérations d'aménagement menées sous sa responsabilité.

Article 8. Modification des clauses

La présente convention ne pourra être modifiée ou adaptée, dans ses termes ou ses dispositions pratiques que par voie d'avenant signé entre les parties étant précisé que le projet d'avenant devra être validé préalablement par les parties.

Article 9. Résiliation de la convention

La convention pourra être dénoncée par :

- l'EPTB, dans le cas où le CEN Occitanie n'assurerait plus tout ou partie de sa mission telle que définie à l'article 4, avec un préavis d'un mois par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- le CEN Occitanie, si ce dernier ne pouvait plus assurer sa mission et après qu'il en aurait délibéré, avec un préavis de 1 mois.

Article 10. Clause résolutoire

Il est expressément convenu qu'à défaut de respecter les engagements ci-dessus après mise en demeure infructueuse de se conformer à la convention, la présente convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire.

Article 11. Contestations

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le Tribunal administratif de Pau.





Fait en 2 exemplaires originaux.

À Mont-de-Marsan, le

Paul Carrère
Président
de l'Institution Adour

Prénom Nom
Fonction
du Conservatoire d'espaces
naturels d'Occitanie

projet





Annexe 1. Descriptif des tâches à mener et des coûts y afférents

NB : le CEN Occitanie est une association loi de 1901. Les coûts de ses interventions ne sont pas assujettis à la TVA.

Tâches	Coût (en €)
Participation à la rédaction des fiches action	500
Participation à la relecture du document final	500
TOTAL	1 000

projet

